

**La NEWSLETTER du CLUB-ECEF
Engagement Citoyen, Fraternel
Trois exigences :
Citoyenneté, Caractère laïque,
Fraternité
Numéro 16 - Septembre 2023**



A voir dans ce Numéro 16

LES CHEMINS DU CLUB-ECEF

**UN NOUVEAU REGARD SUR LES PROPOSITIONS D' ACTIONS
APRES LES EMEUTES DE DEBUT D' ETE**

LES INSTANCES ETATIQUES

**DO TANK : des AVANCEES PARLEMENTAIRES
Reconnaissance immédiate par toutes les instances
étatiques
des nouveaux français par acquisition comme
français**

**Cérémonies spécifiques de naturalisation pour mineurs
nés en France de parents étrangers**

LES INSTANCES TERRITORIALES

**APPEL A CONTRIBUTION DES LECTEURS
Pour avancées dans les instances territoriales**

LES CHEMINS DU CLUB-ECEF

**UN NOUVEAU REGARD SUR LES
PROPOSITIONS D' ACTIONS**

APRES LES EMEUTES DE DEBUT D' ETE

**Le chemin parcouru vers les propositions d'actions du CLUB-
ECEF**

Les propositions d'actions du CLUB-ECEF se situent dans le champ des rites, cérémonies... de la République. Elles répondent totalement à l'objectif que s'est donné le CLUB-ECEF dans sa Charte : « Contribuer à une meilleure intégration de chacun dans la Nation, par une plus grande reconnaissance réciproque entre la Nation et chacun, quelle que soit son origine, sa culture, sa religion ou mode de pensée... tant qu'elle ne s'oppose pas aux valeurs de la République. Elles n'ont pu être élaborées qu'après les travaux menés par le CLUB-ECEF comme instance non pas seulement inter-religieuse mais surtout centrée sur l'inter religion-république. Ils ont conduit entre-autre à l'ouvrage « République et Religions : des valeurs communes pour une fraternité partagée » et au débat « République et Religions : une même direction ? ». Ce sont des constats d'un haut niveau de convergence des valeurs que transmettent les religions avec celles que la République demande au citoyen d'appliquer. C'était un préalable nécessaire à l'élaboration de nos propositions d'actions.

**Nos propositions et les émeutes de début d'été suite à la
mort de Nahel**

Avec cette construction des propositions d'actions,
Avec les avancées, notamment au niveau parlementaire, vers les
mises en œuvre de certaines d'entre elles en particulier dans le

champ des naturalisations et de l'intégration ou plutôt des intégrations, il nous a semblé utile, voire nécessaire de considérer toutes les propositions d'actions au regard des émeutes de début d'été suite à la mort de Nahel.

Quelques constats émis

Pour cela, nous avons considéré deux écrits :

- un **rapport de l'Inspection Générale de la Justice (IGJ) et de l'Inspection Générale de l'Administration (IGA)**, rendu public début septembre,
- **l'interview du Président de la République**, dans le journal LE POINT du 24 août.

Le premier consiste en une **analyse des statistiques judiciaires ainsi qu'une analyse d'un échantillon représentatif** de près de 400 personnes majeurs condamnées.

Nous retenons pour cet échantillon les éléments suivants :

- l'émotion à la suite du décès de Nahel n'a été évoquée que dans 8% des cas,
- l'élément d'opportunité est la première explication donnée (notamment pour les vols), et pour les faits les plus graves, c'est l'influence du groupe qui est mise en avant,
- 91% d'homme dont 78% de nationalité française,
- 29% sont sans diplôme et 38% sont titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat,
- 14% sont chômeurs et 25% se déclarent inactifs.

Dans **l'interview du Président de la République**, sur la partie consacrée à ces émeutes, outre le constat de départ « *Il n'y a pas eu de message politique, pas davantage de message social ni religieux* » nous retenons notamment les éléments qui suivent.

« *Des gens disent que c'est un problème d'immigration récente, c'est surtout un problème d'intégration et de refondation de la nation* » avec pour l'ensemble des intervenants « *Ce ne sont pas des étrangers qui ont causé ces émeutes, 90% sont nés français* ».

« *La jeunesse sans emploi-ni-formation ne concerne pas seulement celle issue de l'immigration* ».

« *En revanche, on constate que les cadres familiaux et éducatifs ont explosé. Une immense majorité des personnes interpellées vient de familles monoparentales ou de l'aide à l'enfance.* » « *Cela montre que le chantier de la famille est essentiel* ».

« *C'est dans les salles de classe que se murmure la France et que s'apprennent nos valeurs. C'est là qu'on l'apprend, qu'on la comprend, qu'on la transmet.* » « *C'est à l'école que l'on fabrique les républicains de demain.* ».

Avec ces constats QUID de nos propositions d'actions

Immigration : pour le CLUB-ECEF, le problème n'est pas l'immigration. Dans la population de la France, plus de 92% sont des français : français de naissance ; étrangers nés à l'étranger, français par acquisition ; mineurs nés en France de parents étrangers, français par acquisition.

Pour le CLUB-ECEF il y a de multiples problèmes d'intégration.

D'abord c'est **l'intégration de chacun en tant que citoyen français.**

C'est l'intégration, pour ceux qui acquièrent la nationalité française, des étrangers immigrés et des enfants nés en France de parents étrangers.

Y répondre :

- ce sont nos propositions d'amendements des cérémonies de naturalisation **en particulier notre demande d'une tenue de cérémonies spécifiques pour les enfants nés en France de parents étrangers lesquels restent étrangers**, sans oublier les enfants d'étrangers, nés à l'étranger, qui deviennent mineurs par effet collectif avec leurs parents,
- c'est notre proposition de **reconnaissance immédiate comme français par toutes les instances étatiques des nouveaux français par acquisition** et non plus leur classement par certaines instances toujours comme immigrés et ce jusqu'à leur mort.

Toujours dans l'intégration en tant que citoyen, ce sont aussi nos

propositions d'amendements des cérémonies de remise des cartes électorales à l'atteinte de la majorité.
Ces éléments sont aussi des premiers **facteurs d'intégration de chacun dans sa commune et plus.**

Les cadres familiaux ont explosé : le CLUB-ECEF partage, le problème vient notamment du fait que les rites républicains relatifs à la famille n'ont pas évolués dans les 50 dernières années.
Ainsi aujourd'hui, alors qu'un enfant sur deux naît hors mariage, le ou les parents correspondants reçoivent le livret de famille par voie administrative sans **aucun rite qui consacre les devoirs parentaux d'éducation et de responsabilité.** De plus, aujourd'hui, un enfant sur deux qui naît verra pendant qu'il est mineur ses parents se séparer. Ils tendront vers des familles monoparentales.

Y répondre :

- c'est notre proposition d'instauration dans les mairies, pour les premières naissances dans une filiation non mariée, de **cérémonies collectives d'accueil des nouvelles familles parentales**, avec la remise au deuxième membre de la filiation du second exemplaire du livret de famille,
- c'est notre proposition de faire suivre cette cérémonie collective par des **cérémonies de parrainage civil**, pour compenser en partie le manque de référents en cas de famille monoparentale immédiate ou après séparation, non exclusif du parrainage religieux.

Ces deux éléments sont à nouveau des **facteurs de plus d'intégration, de chacun, parent et enfant dans sa commune.**

Les cadres éducatifs ont explosé : le CLUB-ECEF partage. Le problème vient notamment du fait que la **notion de co-éducation enseignants-parents s'est fortement amoindrie** par de moins en moins de respect réciproque et de moins en moins d'engagement.

C'est un problème des plus-majeur, le CLUB-ECEF n'a pas de réponse globale, seuls quelques éléments :

- l'instauration dans les établissements d'enseignement de **cérémonies républicaines de rentrée scolaire**, une pour chaque niveau de classes dans l'établissement, rassemblant élèves, enseignants et parents, ceci au bénéfice de la coéducation et de la transmission et l'apprentissage des valeurs. En y ajoutant la notion de promotion, pour les élèves qui se suivent dans les classes successives, on enrichit l'intégration des élèves et des parents,
- pour **l'intégration de chacun, quelle que soit sa culture ou religion**, la mise en place au sein de l'enseignement de la morale civique d'un **enseignement du fait religieux au temps présent** en tant que discipline à part entière avec des heures et enseignants dédiés afin, en traitant du temps présent (et non plus de faits historiques anciens) de souligner les avancées de fraternité entre les différentes religions, ce qui contribuerait à éviter des refus de participer.

Pour conclure : des problèmes d'intégrations mais des réponses qui vont plus loin

Résoudre les problèmes d'intégration est essentiel mais ne doit pas se limiter aux seuls aspects administratifs.

En effet une intégration est réussie quand se crée un attachement avec la communauté, l'institution, le lieu... concerné. C'est en général le résultat, le souvenir d'une expérience de vie avec la communauté, l'institution, le lieu concerné...

Cette expérience, cet attachement crée alors chez la personne à l'intégration réussie un sentiment d'obligation envers la communauté, l'institution, lieu... Elle ne l'attaquera plus, elle le soutiendra.

En fait, c'est une application identifiée d'un des messages communs des événements fondateurs de la République et des Religions (voir débat d'octobre 2021) à savoir en plus de la libération de l'homme par la loi, sa responsabilisation pour le bien commun de l'humanité.

Pour poursuivre vers les intégrations

Deux voies se présentent au CLUB-ECEF.

La première c'est via les instances nationales qu'elles soient étatiques, gouvernementales, parlementaires ou autres. Le CLUB-ECEF s'y attache avec son Comité d'Orientation, son Bureau, ses Acteurs et Commissions

Pour cette première voie, dans cette Newsletter N°16 aller voir la rubrique : **AVANCEES PARLEMENTAIRES**

La seconde, c'est via les instances territoriales, préfetures, mairies, établissements d'enseignements etc.

Le CLUB-ECEF n'est pas structuré ni assez multiple pour approcher, identifier assez de voies potentielles.

Chacun le peut dans son propre environnement.

Pour cette seconde voie, dans cette Newsletter N° 16 aller voir la rubrique : **APPEL A CONTRIBUTION DES LECTEURS.**

[Le Site](#)

INSTANCE ETATIQUE



DO TANK : des AVANCEES PARLEMENTAIRES

**Reconnaissance immédiate par toutes les instances étatiques
des nouveaux français par acquisition comme français
Cérémonies spécifiques de naturalisation pour mineurs
nés en France de parents étrangers**

DO TANK

Ce chemin du CLUB-ECEF vers le Do Tank, pour arriver au plus vite à des mises en œuvre de nos propositions d'actions, engagé en septembre 2022 nous vous l'avons explicité dans les trois Newsletters de qui ont suivi.

Dans ce chemin, deux voies étaient fondamentales :

- celles des instances nationales étatiques et autres pour validation et amendements de ces propositions,
- celles des instances territoriales, préfetures et mairies pour des premières mises en œuvre effectives sans devoir attendre des directives au niveau national.

DO TANK ou PAS

Parallèlement nous avons poursuivi notre Think Tank sur un sujet fondamental que nous avons présenté pour la première fois dans la Newsletter de Juin 2023 : la question de la **Reconnaissance immédiate par toutes les instances étatiques des nouveaux français par acquisition comme français.**

[Qui suis-je ?](#)

L'obtenir : Il ne s'agit plus d'une mise en œuvre d'action, il s'agit d'avoir une résolution au niveau national. Ce serait un résultat, c'est donc Do Tank

LA DEMARCHE ENTREPRISE et LES AVANCEES PARLEMENTAIRES

Notre première réflexion fut d'identifier les différentes démarches possibles :

- une saisine de gouvernement par courrier d'un parlementaire ?

- une lettre ouverte adressée à un haut dirigeant de l'Etat, signée par de hautes personnalités et publiée ?
- une pétition avec un destinataire défini, rassemblant le maximum de signatures dans le champ concerné ?

Un colloque de début mars avec pour thème « Faire vivre la Fraternité » où intervenait deux députés nous a offert l'opportunité d'exposer cette question. En effet **cette non reconnaissance immédiate des nouveaux français en les classant d'abord comme immigrés et ce jusqu'à leur mort est une vraie discrimination envers eux.**

Un des parlementaires présents a réagi après cet exposé, la députée de Paris, Fanta Berete.

Il s'en est suivi des échanges sur **cette question de reconnaissance. Ils ont aussi porté sur la question de cérémonie de naturalisation spécifique pour mineurs nés en France de parents étrangers, lesquels restent étrangers.**

En effet, sur cette question, le constat fait par le CLUB-ECEF :

- il n'y a pas de cérémonie spécifique,
- il n'y a pas dans les cérémonies collectives de naturalisation de message spécifique pour les mineurs,
- plus grave, un certain nombre de préfectures ne considèrent pas (n'invitent pas) ces mineurs à ces cérémonies collectives alors que la circulaire interministérielle le stipule.

C'est une **discrimination envers ces nouveaux français. C'est un défaut dans leur intégration.**

Après de nouveaux échanges sur ces thèmes et sur les modalités d'interventions possibles :

- un **amendement d'interpellation**, dans le cadre d'un projet de loi,
- une **question écrite du député à un membre du gouvernement** : Ministre ou autre, publiée au Journal Officiel avec réponse en débat,
- une **question orale sans débat (QOSD)** au Gouvernement.

La députée **Fanta BERETE a formulé sa question écrite au gouvernement, la Secrétaire d'Etat à la Citoyenneté, qui est parue au J.O. le 13 juin 2023, avec pour thème la question des cérémonies spécifiques de naturalisation pour les mineurs nés en France de parents étrangers.**

Question écrite de la Députée
Cérémonie mineurs nés en France
de parents étrangers

Avec cette première avancée au niveau parlementaire, nous avons interrogé les membres du Comité d'Orientation du CLUB-ECEF sur la meilleure voie pour la question initiale de reconnaissance immédiate des nouveaux français par acquisition. Leur réponse fut la même voie par un parlementaire ;

Plus l'un d'entre eux, Nicolas Cadène, Ancien Rapporteur Général de l'Observatoire de la Laïcité, nous a conseillé de prendre contact avec le député Sacha Houlié.

Le contact pris fin juin a eu pour résultat la programmation d'une réunion le 6 septembre.

Cette réunion avec le député **Sacha Houlié, Président de la Commission des lois**, le 6 septembre fut très constructive, elle a porté sur nos deux thèmes :

- **Reconnaissance immédiate par toutes les instances étatiques des nouveaux français par acquisition comme français.**
- **Nécessité de cérémonies spécifiques et effectives dans tous les départements pour les mineurs nés en France de parents étrangers.**

Ceci ouvre la voie à cohérence avec la démarche engagée par la députée Fanta Berete.

INSTANCES TERRITORIALES



APPEL A CONTRIBUTION DES LECTEURS

Pour avancées dans les instances territoriales

Chers lecteurs

Nous nous adressons à vous, dans cette Newsletter N°16, pour solliciter votre aide au déploiement de nos actions, c'est-à-dire à des premières mises en œuvre effectives de nos propositions d'actions qui ne peuvent être que le fait d'instances territoriales : mairies et établissements scolaires principalement mais aussi préfectures.

En effet si nous avons des impact positifs (voir ci-après) auprès d'instances nationales, étatiques, gouvernementale, autres... le CLUB-ECEF ne peut s'en satisfaire et attendre pour avoir ses premières mises en œuvres effectives.

Chacun peut contribuer à cet objectif, par ce qu'il est ou par ceux qu'il connaît au sein de ces instances territoriales.

C'est là notre appel à contribution.

Nos propositions d'actions

Dans nos différentes newsletters, nous vous avons informés de notre cheminement du Think tank au Do tank et du contenu de nos différentes propositions d'actions.

Sont principalement concernées dans cet appel les actions suivantes :

- Face aux évolutions de la famille : **Instaurer une cérémonie de création de la famille parentale et déployer le parrainage civil.**

- Face à l'exigence de citoyenneté, nationalité : Amender les cérémonies de citoyenneté et de naturalisation et réviser le contenu de ces cérémonies, en particulier **avoir des cérémonies effectives et spécifiques pour les mineurs nés en France de parents étrangers et qui restent étrangers, obtenir une reconnaissance immédiate de tous les nouveaux français par acquisition comme français par toutes les instances étatiques.**

- Pour développer l'éducation et la coéducation à la citoyenneté en milieu scolaire : **Instaurer une cérémonie républicaine de rentrée scolaire.**

Les descriptifs des actions concernées (flyer et livret de présentation) sont consultables sur notre site www.club-ecef.org au menu « Nous agissons » et à la rubrique « Nos actions »

Des impacts positifs auprès d'instances nationales, étatiques, gouvernementales, autres...

Pour les ministères concernés ainsi que pour des élus de la représentation nationale.

Nos propositions sont généralement bien accueillies et font l'objet d'échanges répétés.

A noter quelques satisfécits :

- un **avis du gouvernement** concernant le déploiement des propositions famille parentale et parrainage civil, émis suite à

l'analyse de ces propositions par l'Observatoire de la Laïcité

- une **question écrite au gouvernement par une députée** concernant la nécessité d'une cérémonie spécifique et effective lors de l'acquisition de la nationalité française des enfants nés en France de parents étrangers (Voir la rubrique ci-avant intitulé **AVANCEES PARLEMENTAIRES**)

- un **intérêt marqué par le député**, Président de la Commission des lois, pour notre question sur la reconnaissance immédiate des nouveaux français par acquisition,

- Un **soutien du cabinet du ministère de l'éducation nationale** qui devrait déboucher sur une circulaire concernant notre proposition d'instaurer une cérémonie républicaine de rentrée scolaire (avec la prise en compte par la DGESCO).

Sur des préfectures

Nous avons eu quelques succès en préfecture concernant la cérémonie de naturalisation, concernant les convocations des impétrants notamment.

Par contre, le constat pour certaines préfectures d'Île de France est qu'elles ne convoquent pas les mineurs nés en France de parents étrangers aux cérémonies de naturalisation (alors que les textes l'exigent).

Pour ces **cérémonie de naturalisation des mineurs nés en France de parents étrangers**, que le CLUB-ECEF souhaite spécifiques, certaines adhèrent à l'objectif mais demandent de faire appel aux mairies. Elles mettraient en place ces cérémonie par délégation des préfectures.

Sur des Associations : il s'agit d'associations de Maires

Nous avons enregistré une avancée avec l'**Association des maires de la Manche** qui a diffusé dans sa lettre fin 2022 un communiqué sur nos propositions relatives à la famille parentale et au parrainage civil.

Il en a été de même avec l'**Association des Maires de Ville & Banlieue de France**, qui a diffusé en octobre 2022 une brève présentation de ces propositions à ses adhérents.

Par ailleurs, nous sommes en relation avec l'**Association des Maires de France**, d'une part sur ces actions pour lesquelles nous avons un espoir d'une diffusion du même type, bien que l'association considère que ce ne doit pas devenir une obligation.

Nous avons aussi abordé la question des cérémonies de naturalisation des mineurs nés en France des parents étrangers. L'association, bien que jugeant ceci comme nécessaire, considère que c'est aux préfectures, comme prévu dans les directives interministérielles d'agir.

Sur des mairies d'Île de France

Nous n'avons eu de contact qu'avec **de grosses mairies d'Île de France**. Elles adhèrent à l'objectif de nos propositions **famille parentale et parrainage civil** mais évoquent un déploiement difficile compte tenu de leur surcharge et de leur ressource financière limitée.

Il est à noter que **certaines ont délégation de leur préfecture pour organiser des cérémonies de naturalisation, mais sans que les mineurs nés en France de parents étrangers soient considérés.**

Après ce bilan au niveaux des instances nationales, que faire en vue de premières mises en œuvre effectives de ces propositions d'actions

Nous avons eu des contacts avec des grosses mairies d'Île de France.

Il y en a d'autres ailleurs. Il y en a des moins grosses et en Ile de France et ailleurs.

Il y en a sans doute un certain nombre dans celles-ci, grosses ou moins grosses, **qui se voudraient pionnières pour tester une ou plusieurs de nos propositions, en particulier instaurer une cérémonie de famille parentale** (il n'y a pas besoin d'autorisation préalable) **et/ou instaurer une cérémonie de naturalisation pour les mineurs nés en France de**

parents étrangers (nécessité d'informer la préfecture pour accord).

Nous avons eu de la part du ministère de l'éducation nationale et de la direction générale de l'enseignement scolaire un avis favorable sur la mise en place d'une cérémonie républicaine de rentrée scolaire.

Une cérémonie, mais souvent centrée sur le « changement de vie de l'élève » lors de son passage du primaire au collège, donc la rentrée en sixième au collège, apparaît dans de plus en plus de collèges

Il s'agirait donc :

- **de réorienter pour certains de ces collèges ces cérémonies vers la coéducation et les valeurs,**
- **de trouver d'autres établissements, écoles élémentaires ou collèges prêts à mettre en œuvre des cérémonies républicaines de rentrée scolaire.**

Pour ces objectifs et perspectives, nous ne sommes qu'une association d'Ile de France, peu nombreuse car issue de Think Tank.

Nous n'avons pas les ressources humaines pour démarcher de nombreuses mairies et de non moins nombreux établissements scolaires en Ile de France et encore moins en d'autres régions.

C'est pourquoi, chers lecteurs, nous faisons appel à vous.

Si vous êtes ou vous connaissez un maire, un maire adjoint, un directeur général des services,

Si vous êtes ou connaissez des membres de la direction d'un établissement scolaire,

Et que vous êtes prêt à - ou que vous considérez que les personnes que vous connaissez sont aptes à - devenir pionniers dans la mise en œuvre d'une ou plusieurs de ces propositions,

Alors prenez connaissance des livrets des actions que vous envisagez, nous pourrions vous fournir des informations complémentaires en vue de leur mise en œuvre,

Alors présentez à ces personnes le contenu et la finalité de ces propositions puis alertez-nous et facilitez-nous le contact avec les décideurs de la mairie ou de l'établissement d'enseignement.

Et tenez-nous informés de ces démarches : Proposition-Contribution@club-ecf.org

Merci d'avance d'accepter ce challenge.

C'est pour les établissements scolaires un moyen de contribuer à faire de chaque classe une petite France républicaine, pour les mairies à se rapprocher et connaître mieux ses administrés.

C'est donc une contribution à une meilleure intégration au sein des communes et des écoles et donc de chacun dans la Nation pour aboutir à une société plus apaisée dont l'actualité du moment en montre le besoin. (Voir la chronique intitulée « Un nouveau regard sur les propositions d'actions » en début de cette newsletter).

RENCONTRE, EVENEMENTS à venir...



CALENDRIER du CLUB-ECEF 2023-2024

- Mardi 14 novembre 2023:**
Réunion des Commissions et Tout acteur : 18h à 20h
- Mardi 16 janvier 2024:**
Réunion des Commissions et Tout acteur : 18h à 20h
- Mardi 26 mars 2024:**
Réunion des Commissions et Tout acteur : 17h à 18h
Suivie de l'Assemblée Générale exercice 2023 : 18h à 20h
- Mardi 22 mai 2024:**
Réunion des Commissions et Tout acteur : 18h à 20h
- Mardi 19 juin 2024:**
Réunion des Commissions et Tout acteur : 18h à 20h
Maison des Associations de Neuilly-sur-Seine
5bis Villa Emile Bergerat

Il y sera traité et du Do tank et du Think tank.

Si vous êtes intéressé à contribuer à l'un ou l'autre de ces sujets :

- contactez - nous : contact@club-ecf.org
- nous vous inviterons à participer à ces réunions.

COURRIER DES LECTEURS

Envoyer un courrier : CLUB-ECEF Courrier des lecteurs
5bis Villa Emile Bergerat 92200 Neuilly-sur-Seine

Envoyer un courriel : courrierdeslecteurs@club-ecf.org

Votre courrier, courriel pourra être présenté en tout ou partie dans le site du CLUB-ECEF ou/et dans une prochaine Newsletter avec le commentaire du CLUB-ECEF.

REJOIGNEZ-NOUS



Cher Lecteur,

Si vous ne l'avez déjà fait, consultez et parcourez notre site internet afin de comprendre les motivations du CLUB ECEF, découvrir ses travaux et connaître ses propositions d'actions. Vous mesurerez alors combien il est important, pour que tous nos efforts aboutissent concrètement pour une meilleure intégration de chacun dans la Nation, que ce soit au niveau national et au niveau territorial (mairie, préfecture, établissement d'enseignement), d'être nombreux à les relayer, à donner des avis, à trouver des points d'application et à mettre en œuvre les actions instruites

Rejoignez-nous. Pour cela prenez contact avec nous.

Nous verrons ensemble le niveau d'implication le mieux adapté pour vous.

Adhérez

Contactez-nous

CLUB-ECEF - Neuilly-sur-Seine

Vous avez reçu ce message en tant que contributeur, soutien, correspondant, sympathisant... du CLUB-ECEF

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez à tout moment d'un droit d'accès, de rectification, et d'opposition aux données personnelles vous concernant.

Pour une **rectification**, nous adresser un mail contact@club-ecef.org ou un courrier CLUB-ECEF 5bis Villa Emile Bergerat 92200 Neuilly sur Seine.

Pour vous **désinscrire** définitivement de cette newsletter, veuillez cliquer sur " Me désinscrire"

Merci de ne pas répondre à ce message automatique d'envoi de la newsletter

[Me désinscrire](#)



© 2023- CLUB-ECEF